



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 09 FÉVRIER 2023

L'an deux mille vingt trois, le neuf février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GODET Nathalie

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
LENUE Françoise (pouvoir à CALVEZ-BARNOT Gaëlle)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
SOUN Véronique (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)
YVINEC Odile (pouvoir à RIOU Michel)

Absents

CANN Joël

Conseil de Communauté du 9 février 2023
Délibération n°DCC2023_035

Objet	Mise en place de deux nouvelles filières à Responsabilité Elargie des Producteurs en déchèteries
Rapporteur	Chantal SOUDON
Service	Service Environnement
Thème	Environnement

Chantal SOUDON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGECE) a prévu la mise en place d'une filière REP des articles de bricolage et de jardin, et de jouets, pour assurer la gestion des déchets qui en sont issus à compter du 1er janvier 2022.

Cette nouvelle filière vise prioritairement à :

- Développer le réemploi et la réparation des articles de bricolage et de jardin, en lien notamment avec les opérateurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) ;
- Développer de nouveaux canaux de collecte notamment via la reprise par les distributeurs des produits usagés ;
- Développer le recyclage des articles de bricolage et de jardin, et de jouets qui ne pourraient être réemployés ou réutilisés ;
- Réduire les quantités d'ordures ménagères résiduelles collectées par le service public de gestion des déchets.

Concernant les ABJ, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a estimé dans son étude relative aux articles de bricolage et de jardin qu'en 2017, le marché du bricolage en France représentait 25,9 milliards d'euros et les ventes d'articles de jardin représentaient 7,81 milliards d'euros.

L'ADEME a estimé dans cette même étude que près de 145 000 tonnes d'articles de bricolage et de jardin sont vendues chaque année en France.

Au regard des taux de rétention plus ou moins importants selon les articles, et de leur durée d'usage variable comprise entre 3 et 30 ans, l'ADEME a estimé qu'environ 84 000 tonnes de ces articles sont jetées chaque année dans les ordures ménagères résiduelles, les encombrants et les déchetteries.

Concernant les jouets, en 2017, près de 157 000 tonnes de jouets ont été vendus en France, représentant un marché d'environ 3,5 milliards d'euros. Le marché du jouet français est relativement stable et près de 90% des jouets vendus sont importés. Plusieurs études sur le cycle de vie des jouets ont été menées. Il apparaît que les ménages qui souhaitent se défaire de leurs jouets ont recours à la revente et au don auprès de l'entourage. Le phénomène de stockage des jouets, en moyenne de 10 ans, est également répandu. Au vu de ces différents phénomènes, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a estimé que près de 100 000 tonnes de jouets sont jetées chaque année.

Aussi, il est proposé de mettre en place une filière pour la reprise des jouets et d'une partie des ABJ pour lesquelles ECO-MOBILIER devenu ECOMAISON au 01/01/2023 a été agréé :

- Pour les ABJ :
 - Les matériels de bricolage, dont l'outillage à main
 - Les produits et matériels destinés à l'aménagement des jardins.

Il s'agit donc des scies, brouettes, pelles, pots ayant contenus des plants...

- Pour les jouets :
 - Poupées, peluches, véhicules miniatures, porteurs, jeux de société, puzzle, jouets cadeaux...

De manière opérationnelle, pour les ABJ et les jouets, les gros objets seront déposés dans la benne mobiliers déjà en place et les petits objets seront déposés dans des pals box en haut de quai.

Les soutiens financiers sont les suivants :

- Zone de réemploi : forfait annuel de 200 euros par zone de réemploi
- Flux gérés par la collectivité : soutien financier variable
- Flux mutualisés par les déchets d'équipements d'ameublement : environ 20 euros / tonne
- Contenant haut de quai pour les ABJ et les jouets : forfait annuel de 150 euros par déchetterie équipée

Il est à noter que l'accès au gisement par les recycleries (qui ont contractualisées avec l'éco-organisme) est prioritaire.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 24 janvier 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 10 janvier 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide la mise en place sur les deux déchèteries de la CAPLD des nouvelles filières REP pour les articles de bricolage et de jardin d'une part et des jouets d'autre part,

Article 2 : Autorise le Président à signer le contrat de reprise des Articles de Bricolage et de Jardin avec ECOMAISON,

Article 3 : Autorise le Président à signer le contrat de reprise des jouets avec ECOMAISON.